

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ROUEN, le - 3 JUIL. 2009

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par M. BRIERE Patrice

☎ 02 32 76 53.94 – PB/DR

☎ 02 32 76 54.60

mél : Patrice.BRIERE@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET
De la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : SA TOTAL PETROCHEMICALS France
GONFREVILLE L'ORCHER

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

RÉVISION DE L'ÉTUDE DE DANGERS DE L'UNITÉ POLYSTYRÈNE LIGNE 3 ET RÉDUCTION DE LA DISTANCE
D'ÉLOIGNEMENT D1

VU :

Le Code de l'environnement, notamment son Livre V,

L'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation,

L'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif à la prévention des risques présentés par les dépôts et ateliers utilisant des peroxydes organiques,

Les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités exercées par la SA TOTAL PETROCHEMICALS France dans son usine de GONFREVILLE L'ORCHER, route de la Chimie et notamment l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004,

La révision de l'étude de dangers « Ligne de Production de Polystyrène 3 » remise le 14 janvier 2009,

L'étude technico-économique concernant les peroxydes organiques transmise le 4 février 2009,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 4 mai 2009,

La délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 9 juin 2009,

Les notifications faites au demandeur les 28 mai 2009 et 11 juin 2009,

CONSIDERANT :

Que la SA TOTAL PETROCHEMICALS France exploite une usine pétrochimique à GONFREVILLE L'ORCHER, route de la Chimie,

Que la SA TOTAL PETROCHEMICALS France a remis le 14 janvier 2009, la révision de l'étude de dangers « Ligne de Production de Polystyrène 3 »,

Que cette étude a recensé les potentiels de dangers liés aux produits, aux conditions opératoires, à la perte d'utilité, à l'environnement et à l'accidentologie,

Que l'exploitant a retenu pour le bac T302 la fermeture de la vanne d'alimentation en styrène du bac, comme élément important pour la sécurité,

Que toutefois, compte tenu que la ligne de production PS3 sera arrêtée définitivement dans les prochains mois (puis démantelée) il n'est pas nécessaire d'imposer de nouvelles prescriptions complémentaires,

Que l'exploitation de cette ligne reste soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004,

Que la SA TOTAL PETROCHEMICALS France a transmis le 4 février 2009 une étude technico-économique concernant les peroxydes organiques,

Que la SA TOTAL PETROCHEMICALS France a demandé la réduction de la distance D1, tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007,

Que la SA TOTAL PETROCHEMICALS France a prévu des mesures compensatoires,

Que les mesures compensatoires sont soit déjà prescrites par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 (pour celles spécifiques aux dissolvants et au bac d'éthylbenzène TA407), soit sont reprises dans les prescriptions complémentaires ci-annexées pour celles relatives aux peroxydes,

Que les peroxydes sont stockées en petites quantités (tonnelets de 25 kg),

Que dans ces conditions la demande présentée par la SA TOTAL PETROCHEMICALS France en vue de réduire la distance D1 à 8 mètres peut être acceptée,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant, des dispositions prévues par l'article R.512-31 du Code de l'environnement,

ARRETE

Article 1 :

La SA TOTAL PETROCHEMICALS France, dont le siège social est Immeuble Le Linéa, 1 Rue du Général Leclerc 92047 PARIS La Défense est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de son usine située à GONFREVILLE L'ORCHER, route de la Chimie.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L-514.1 du Code de l'environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 5 :

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R.512-74 du Code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'environnement.

Article 6 :

Conformément à l'article L-514.6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Titre 17

Local de stockage associé à l'unité Polystyrène

Le stockage de peroxydes au niveau de l'unité Polystyrène est autorisé pour les peroxydes de groupe 2, pour une capacité maximale de 2700 kg. Les peroxydes sont stockés en tonnelets de 25 kg.

Les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 6 novembre 2007 sont applicables au local de stockage, aux équipements de préparation et aux stations d'injection des peroxydes.

Les distances (définies dans l'Arrêté Ministériel du 6 novembre 2007) suivantes sont respectées :

- D2 (distance minimale séparant l'installation contenant des peroxydes de la limite de l'établissement) est égale à **36 mètres**,
- D1 (distance minimale séparant l'installation contenant des peroxydes des autres installations susceptibles de porter atteinte, par effet domino, aux intérêts visés au L511-1) est réduite à **8 mètres**, sous réserve du respect des prescriptions ci-après.

Le local de stockage totalement abrité, ainsi que les stations d'injection de peroxydes fermées sur au moins trois faces, sont placés sur un sol étanche incombustible et compatible avec les peroxydes.

Toute modification significative dans la conception du stockage existant fera l'objet d'une consultation préalable auprès de l'inspection des installations classées et de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Les stations d'injection des peroxydes sont équipées des sécurités nécessaires afin de détecter toute dérive. Ces détections d'anomalies entraînent, si nécessaire, des séquences d'arrêt rapide et de mise en sécurité.

Les éventuelles fuites de produit sont canalisées et dirigées vers une rétention déportée et semi-enterrée d'une capacité compatible avec les dangers mis en évidence par l'analyse des risques. En cas d'afflux exceptionnel d'eaux d'extinction incendie, un trop plein doit permettre d'évacuer la phase aqueuse vers le bassin de décantation des eaux huileuses de l'unité.

Les tonnelets de peroxydes vides doivent être éliminés dans un centre agréé. Les liquides de rinçages et les égouttures peuvent être recyclés dans le procédé.

Le local de stockage de peroxydes est muni de 4 éléments frangibles positionnés sur la toiture. Ils sont protégés des projectiles par une grille. Les éléments frangibles s'ouvrent pour un seuil de sécurité de surpression défini par l'exploitant.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 3 JUIL 2009
ROUEN, le : - 3 JUIL 2009 -
Pour le Préfet, et par dérogation
le Secrétaire Général.
Jean-Michel MOUGARD